



Agence de
Mayotte

CONJONCTURE ECONOMIQUE

Tendances conjoncturelles

2^{ème} trimestre 2026

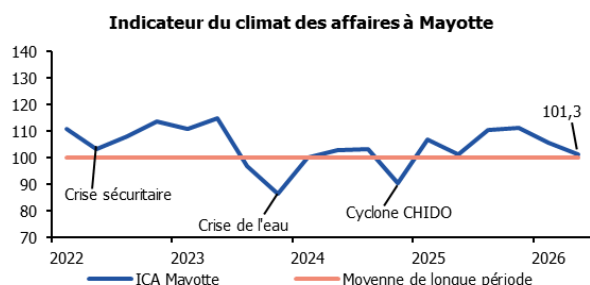
Le ralentissement de l'activité économique, observé en début d'année, semble se confirmer au deuxième trimestre 2026. L'indicateur du climat des affaires, en recul de 5,1 points, se positionne à 101,3 points, se rapprochant de sa moyenne de longue période. Une forme d'attentisme, voire de pessimisme, semble s'installer progressivement chez les chefs d'entreprise.

L'inflation atteint 2 % et reste à un niveau proche de celui observé dans l'Hexagone (+1,8 %). La consommation des ménages poursuit sa normalisation après les pics post-Chido tandis que le niveau des importations marque un nouveau record après celui observé au dernier trimestre 2025.

Les chefs d'entreprise interrogés formulent des perspectives d'activité pessimistes pour le troisième trimestre 2026.

Une conjoncture économique atone au premier semestre 2026

Le recul de l'ICA se poursuit



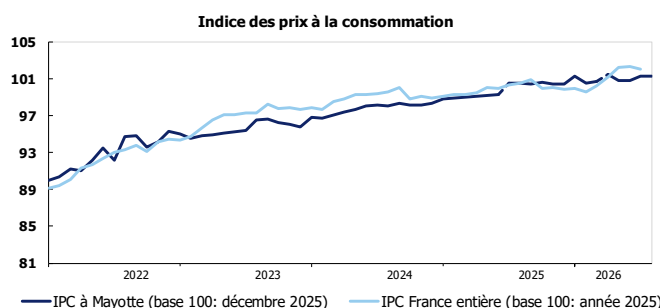
Le recul de l'ICA se poursuit au deuxième trimestre 2026. Bien que toujours au-dessus de sa moyenne de longue période, l'indicateur recule de 5,1 points, après -5,5 points au trimestre précédent, pour se situer à 101,3. Cette baisse est portée de nouveau par la dégradation des niveaux de délais de paiement et des trésoreries qui restent des sujets préoccupants pour les chefs d'entreprise.

L'activité demeure toutefois favorable malgré la tendance baissière amorcée depuis le début de l'année. Cependant, de nombreux chefs d'entreprise estiment relativement difficile de prédire l'évolution de la situation économique.

Il convient également de noter que des difficultés d'approvisionnement sont constatées ce trimestre. En effet, le niveau de stock de produits finis et de matières premières passe significativement sous leur niveau normal.

Pour le troisième trimestre 2026, la tendance devrait se confirmer. En effet, les prévisions d'activité demeurent pessimistes. Le niveau de trésorerie devrait rester dégradé. Les effectifs, quant à eux, se réduiraient.

L'inflation atteint l'objectif des 2% fixé par la BCE

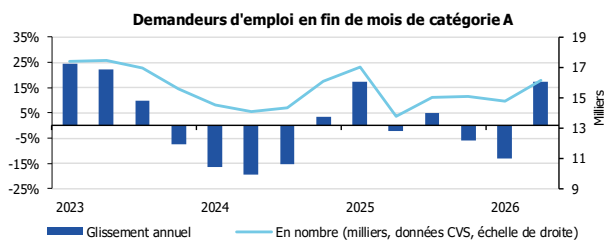


Au 30 juin 2026, l'Indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 2 % à Mayotte sur un an. Ce niveau reste proche de celui observé à l'échelle nationale (+1,8 %).

Cette hausse est principalement portée par les prix de l'énergie (+16,4 %) et des transports (+3,7 %). Les prix de l'alimentation sont également en hausse, bien que moins prononcée (+1,2 %). Quant aux prix des services, ils poursuivent leur recul sur un an (-1,8 %).

Entre le 1^{er} et le 2^e trimestre 2026, les prix augmentent de 1,2 %, soutenus principalement par les prix de l'énergie (+17,9 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse



Source : France Travail - Dares, STMT, traitements Dares

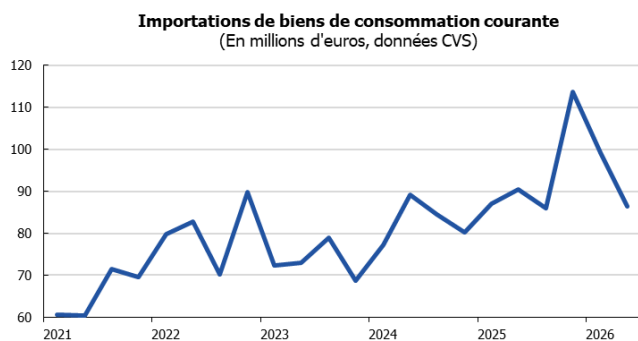
©IEDOM

Au second trimestre 2026, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) augmente de 9 % (CVS) par rapport au trimestre précédent. Toutes les catégories d'âge sont concernées. La hausse la plus marquée concerne les 25 à 49 ans (+9,9 %), suivie des moins de 25 ans (+7,9 %). Enfin, le nombre de DEFM A de plus de 50 ans augmente de 7,4 %.

En glissement annuel, le nombre de DEFM A est également en hausse (+ 17,2 %). Cette augmentation est observée dans toutes les catégories d'âge, principalement chez les moins de 25 ans (+24,9 %), suivis des 25 à 49 ans (+17,1 %) et des plus de 50 ans (+8,8 %).

Toutefois, l'analyse du chômage demeure limitée sur le territoire en raison notamment de l'importance de l'emploi informel ainsi que des difficultés récurrentes de déclaration et de suivi des parcours professionnels. Ces facteurs invitent à une lecture prudente des données, qui ne reflètent qu'imparfaitement la dynamique réelle du marché du travail.

La consommation des ménages ralentit pour retrouver progressivement ses niveaux habituels



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

©IEDOM

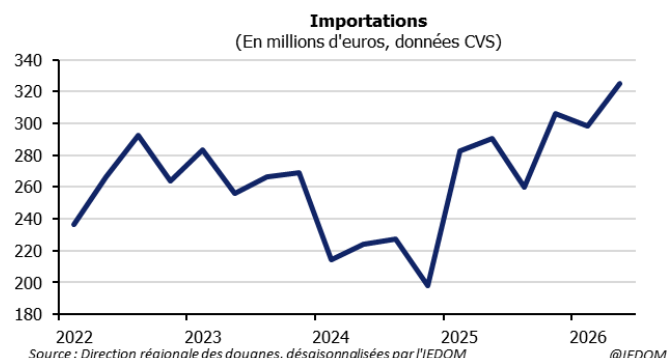
Les importations de produits courants sont en baisse pour le deuxième trimestre consécutif (-13,7 %), à l'inverse des produits d'équipement du foyer, en hausse de 2,7 % ce trimestre.

Le ralentissement de la consommation des ménages se retrouve également dans l'évolution de l'encours de crédits à la consommation. En effet, ce dernier, habitué aux évolutions annuelles à 2 chiffres, ne progresse que

de 2,3 % entre juin 2025 et juin 2026 (contre +11 % en mars 2026). En glissement trimestriel, il recule légèrement (-0,8 %).

Sur un an, la tendance reste similaire, avec une augmentation de 51,2 % des importations de produits d'équipement du foyer et une baisse de 0,4 % de celles de produits courants.

Nouveau record pour les importations après celui observé en fin d'année 2025



Source : Direction régionale des douanes, désaisonnalisées par l'IEDOM

©IEDOM

Après une diminution au trimestre précédent, les importations, en montant, enregistrent un nouveau record au deuxième trimestre de l'année (+8,9 % en valeur, +10,5 % en volume). Toutefois, l'évolution des importations est contrastée pour les différentes catégories de biens : en valeur, les produits de consommation courante et les biens intermédiaires diminuent respectivement de 13,7 % et de 8,2 %. À l'inverse, les importations d'énergie et des biens d'équipement du foyer sont en hausse respectivement de 14,2 % et de 2,7 %. Les importations de biens d'investissement progressent de 1 %.

Au second trimestre 2026, les importations atteignent un niveau record de 325 millions d'euros, excédant le niveau du pic du quatrième trimestre 2025 qui avait vu les importations s'élever à 300 millions d'euros. En glissement annuel, elles progressent en valeur de 11,8 %, portées par l'énergie (+63,4 %), les biens de consommation durables (+51,2 %) et les biens d'investissement (+21,3 %). Toutefois, les importateurs mahorais semblent faire face à une inflation importante puisque ce record en valeur se produit alors que le volume importé diminue de 10,8 %.

Les exportations sont en baisse de 2,1 % sur le trimestre, et de 57,6 % sur un an. Celles-ci demeurent très faibles au regard des importations, avec un taux de couverture de 0,7 %.

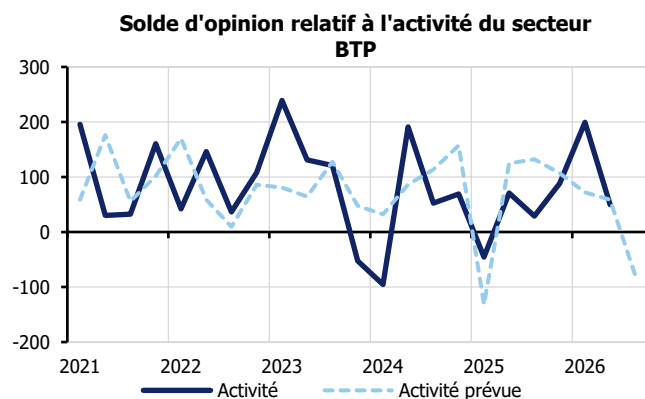
Des difficultés de trésorerie qui ralentissent l'activité économique

Le second trimestre 2026 confirme le ralentissement de l'activité économique entrevu au trimestre précédent. L'activité demeure en territoire positif, mais poursuit un effrètement net depuis la fin 2025, signe d'un cycle perdant en dynamisme sans se retourner pour autant.

Le niveau de carnet de commandes connaît une amélioration notable par rapport à l'essoufflement du trimestre précédent. Cependant, les trésoreries demeurent fragiles, les charges d'exploitation importantes et les stocks de matières premières subissent une nette dégradation. Ces éléments peuvent pousser les chefs d'entreprise à un certain attentisme avant d'engager de nouveaux capitaux et à geler leurs projets, symptômes typiques d'un bas de cycle, pouvant expliquer la dégradation du niveau des effectifs ce trimestre.

Pour le prochain trimestre, les chefs d'entreprise interrogés prévoient la poursuite du ralentissement de la croissance de l'activité, avec des trésoreries qui devraient se dégrader et la hausse des prix s'accélérer.

Le secteur de la construction fragilisé par une chute brutale de l'activité



Les chefs d'entreprises indiquent une activité toujours favorable. Toutefois, cette affirmation est partagée par moins de chefs d'entreprises qu'aux trimestres précédents, marquant une rupture notable avec l'orientation haussière amorcée en fin 2025. Les professionnels du secteur anticipent un repli marqué de l'activité au troisième trimestre. Le niveau des carnets de commandes poursuit son ralentissement. En revanche, si le niveau des effectifs ce trimestre demeure positif, le sursaut du trimestre précédent semble s'essouffler.

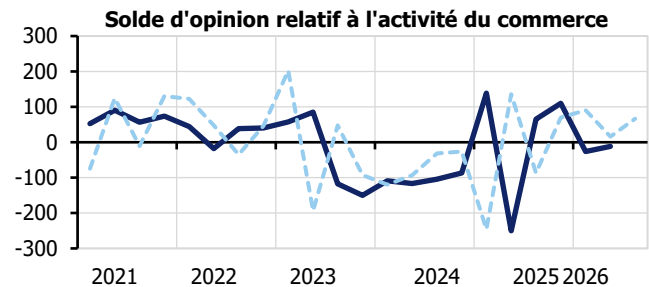
La dégradation conjointe des délais de paiement, des charges d'exploitation et, de fait, des trésoreries, pèse de plus en plus sur l'activité.

Les prix progressent très nettement et les chefs d'entreprise prévoient une nouvelle hausse soutenue au prochain trimestre.

Cette tendance particulièrement préoccupante pourrait tenir à la fois à des problématiques d'approvisionnement en matières premières, mais également à la répercussion

du MACF (Mécanisme d'Ajustement de la Taxe Carbone aux Frontières).

Une activité commerciale toujours en repli, bien qu'en voie de stabilisation

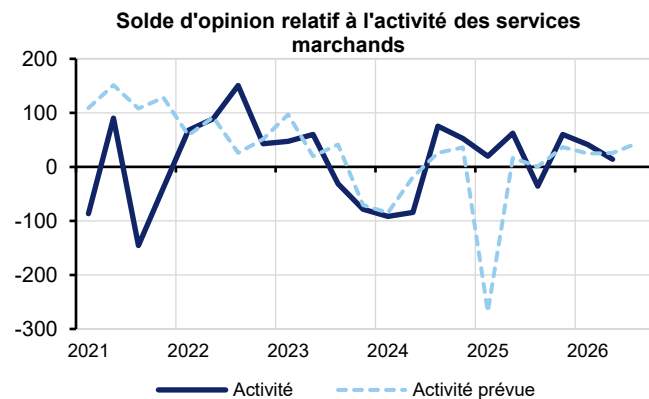


La contraction de l'activité commerciale se poursuit, mais à un rythme atténué par rapport au trimestre précédent.

Les trésoreries se sont redressées et les délais de paiement demeurent favorables bien que sur une pente descendante. Les prix restent stables, mais le niveau des effectifs chute brutalement par rapport au premier trimestre.

Pour le troisième trimestre 2026, les chefs d'entreprise anticipent une progression de l'activité.

Une activité dans les services à consolider



L'activité du secteur fléchit sensiblement ce trimestre, tout en se maintenant au-dessus de sa moyenne de longue période. Le niveau des trésoreries et carnets de commandes fléchit, mais demeure positif, les prix diminuent et les charges d'exploitation semblent s'améliorer.

Les fondamentaux du secteur demeurent solides. Bien que les chefs d'entreprises semblent, ici aussi, adopter une position attentiste avant de relancer leurs investissements, ils anticipent d'ailleurs une hausse de l'activité au troisième trimestre.

Révisions à la baisse des trajectoires de croissance et resserrement monétaire

La banque centrale de Maurice a révisé à la baisse ses projections de croissance 2026 à 2,8 %, contre 3,3 % à 3,5 % annoncé précédemment. Ce ralentissement s'explique principalement par le renchérissement des coûts de l'énergie — carburants et électricité — ainsi que par le fléchissement de la demande extérieure, amplifié par les tensions géopolitiques au Moyen-Orient.

Le secteur touristique fait preuve de résilience au premier semestre, marqué par une fréquentation en hausse (+3,2 % sur un an sur la période janvier-mai 2026). L'économie mauricienne fait face à une intensification des tensions inflationnistes portée par l'énergie et l'alimentaire : l'indice des prix à la consommation s'est accéléré pour atteindre +4,3 % en mai, tandis que l'inflation sous-jacente demeure structurellement élevée. Les perspectives s'orientent vers un ralentissement de la demande intérieure.

L'effet conjugué d'une perte de pouvoir d'achat et d'un resserrement de la politique monétaire. L'inflation devrait avoisiner les +5,5% en moyenne en 2026, soit un chiffre au-delà de la cible de la banque centrale. Dans ce contexte, la Banque de Maurice a relevé son taux directeur de 25 points de base en mai.

À Madagascar, les perspectives de croissance pour 2026 s'essoufflent, la prévision annuelle ayant été abaissée à +3,0 %. Ce chiffre s'inscrit en net recul par rapport aux +3,8 % initialement anticipés en mai, ainsi qu'à la trajectoire à moyen terme (+4,7 %) projetée par la Banque Mondiale. Malgré un climat des affaires morose depuis le début de l'année, l'indicateur d'activité économique de la banque centrale montre des signes de reprise au second semestre, principalement porté par la résilience du secteur tertiaire.

Sur le front des prix, l'inflation en glissement annuel a atteint 8,6 % en juin, contre 6,8 % à la fin du 1er trimestre. Afin de maintenir l'ancrage des anticipations autour de son objectif de 5,0 %, la Banque centrale de Madagascar a durci sa politique monétaire en procédant à un relèvement de son taux directeur de 50 points de base en août.

La croissance Sud-africaine a été plus forte qu'attendu au premier semestre, atteignant 2,0 % en glissement annuel. Les perspectives pour la seconde moitié de l'année s'orientent toutefois vers un ralentissement, pénalisées par l'atonie de la consommation des ménages et l'attitude attentiste des investisseurs privés. L'inflation est attendue en moyenne autour de 4 % en 2026. Cette trajectoire illustre les pressions à la hausse des coûts du carburant et des services — notamment les transports et les assurances —, bien qu'elle soit partiellement amortie par la décélération des prix alimentaires, favorisée par de bonnes récoltes agricoles. Dans ce contexte, la banque centrale a maintenu ses taux directeurs, malgré un environnement de prix incertain.

Aux Seychelles, le secteur touristique affiche une trajectoire contrastée au premier semestre 2026. La fréquentation a enregistré une baisse marquée de 14 % par rapport à la même période en 2025, subissant le contrecoup des perturbations du trafic aérien engendrées par le conflit au Moyen-Orient. Pour autant, la rentabilité de l'activité s'est améliorée, les recettes touristiques progressant de 6,4 % sur la même période. Sur le front macroéconomique, l'inflation est sortie de la zone négative pour s'établir à 0,4 % en glissement annuel à fin juin, contre -0,2 % en décembre dernier. En 2026, l'indice des prix à la consommation devrait poursuivre sa trajectoire ascendante. Les perspectives économiques pour la seconde moitié de l'année demeurent ainsi dépendantes de la résilience du tourisme, elle-même conditionnée par l'évolution des conditions de transit aérien au Moyen-Orient.

Aux Comores, la croissance devrait atteindre 3,8 % en 2025, après 3,3 % en 2024, traduisant une amélioration progressive de l'activité économique. Au quatrième trimestre 2025, les échanges commerciaux sont en repli, consécutivement à la baisse des exportations de biens liée à de faibles récoltes agricoles. L'inflation au 4e trimestre 2025 s'établit à 2,1 %, suivant la tendance mondiale de désinflation à fin 2025. Dans ce contexte, la Banque centrale des Comores a décidé le statu quo de sa politique monétaire en maintenant ses taux directeurs à leur niveau.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, SER régionaux, Banque Mondial

Incertitude géopolitique et prix élevés de l'énergie pèsent sur la croissance

Les tensions au Moyen-Orient alimentent les incertitudes de l'environnement international au deuxième trimestre 2026. Les prix de l'énergie demeurent élevés ; le prix du baril oscillant entre 90 et 100 dollars ; contrebalançant la dynamique insufflée par les investissements massifs réalisés dans les nouvelles technologies, intelligence artificielle en tête. Les perspectives de croissance mondiale restent stables, à 3,0 % pour l'exercice 2026 dans les dernières prévisions du FMI, mais masquent des situations contrastées.

À la faveur de leur rôle de leader de l'innovation dans l'intelligence artificielle et d'exportateurs nets d'énergie, les États-Unis résistent à cette incertitude. Cependant, la croissance du PIB US ralentit à 1,5 % au deuxième trimestre en rythme annualisé (après 2,1 % au trimestre précédent). L'inflation, malgré le ralentissement enregistré aux mois de juin et juillet, y reste sensiblement supérieure à l'objectif de 2 % de la Réserve Fédérale, entretenant une attente forte autour des futures évolutions des taux d'intérêt directeurs.

Importatrice nette d'énergie et desservie par une confiance des ménages en berne, la zone euro enregistre une croissance faible, bien que supérieure aux anticipations, à 0,4 % sur le trimestre. L'Espagne se distingue par un certain dynamisme de son économie (+0,7 %), alors que l'Italie et l'Allemagne enregistrent des performances plus modestes (+0,2 %). En France, la croissance rebondit au deuxième trimestre à +0,2 % après -0,1 % le trimestre précédent.

L'inflation a progressivement ralenti au cours du trimestre. Elle ressort à 2,8 % à fin juin dans la zone euro, niveau supérieur à la cible de 2 %. Le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne a maintenu le 26 juillet 2026 les taux d'intérêt directeurs inchangés, tout en surveillant de près l'intensité et la durée du choc énergétique, susceptibles d'alimenter une montée des prix dans la zone euro.

L'économie japonaise souffre elle aussi des coûts élevés de l'énergie, malgré l'effet de mesures fiscales en ayant amorti l'impact, entraînant un ralentissement de sa croissance, à 1,1 % au second semestre 2026 en rythme annualisé. Les économies émergentes et en développement connaissent des évolutions contrastées, fonctions de leur dépendance aux importations d'énergie ou de leur insertion dans les chaînes de valeur internationales. L'économie indienne bénéficie toujours de perspectives de croissance élevées pour l'exercice 2026, malgré des anticipations de ralentissement en raison de sa dépendance aux importations d'énergie. Les prix élevés de l'énergie pèsent également sur l'économie chinoise, dont la croissance accuse un léger ralentissement au second trimestre, à 4,3 % sur un an, contre 5,0 % au trimestre précédent.

Sources : FMI et Banque de France

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : F. MAR PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. AMELINEAU, F. BLEUZET, L. BORIES-DZIKI, N. OUMOURI